



NOHALTEGKEETSROT

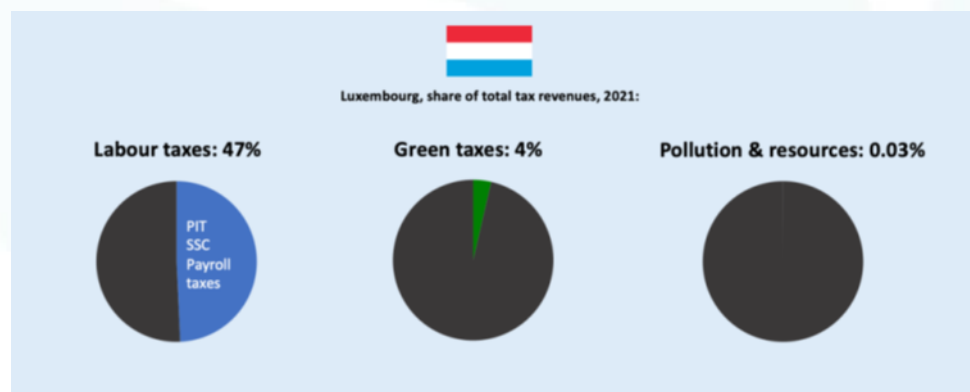
"Luxembourg and the Taxshift"

Country case study results"

Dans le cadre de ses réflexions sur un développement sociétal plus durable, le Nohaltegkeetsrot s'est donné la mission de faire une réflexion stratégique à moyen/long terme sur une réforme fiscale pour créer un cadre fiscal en ligne avec les défis d'un développement durable.

Pour son analyse le Nohaltegkeetsrot s'est basé sur une étude faite dans le cadre du Pacte vert européen. Les pays membres de l'UE se sont engagés pour la mise en œuvre d'une économie circulaire, qui maximise la préservation des valeurs existantes et un développement économique dissocié de l'utilisation des ressources. L'objectif sera de devenir le premier continent au monde qui fonctionne en neutralité climatique, tout en disposant d'une société inclusive et d'une économie compétitive. Cela inclut notamment comme objectif d'atteindre la réduction des émissions nettes de gaz à effet de serre d'au moins 55% jusqu'à 2050. Pour ce faire les simulations proposent un rééquilibrage de la charge fiscale vers la pollution et l'utilisation des ressources.

Le Luxembourg affiche l'avant dernière place en matière de taxation des pollutions et de l'utilisation des ressources.



L'étude ExTax de 2022 intitulée "The Taxshift. An EU fiscal Strategy to Support the Inclusive Circular Economy » présente un exemple précis de feuille de route pour une telle réorientation de la fiscalité, tant au niveau national que dans le contexte de l'UE.

Le scénario analysé pour le Luxembourg a été élaboré à l'aide du modèle européen; tout en adaptant l'analyse pour tenir compte des spécificités luxembourgeoises sur base des statistiques nationales complémentaires fournies par le STATEC, entre autres en ce qui concerne le contexte du travail frontalier.

L'étude EXTAX propose une réorientation du système fiscal encourageant la décarbonation, diminuant les écarts sociaux, stimulant la conversion des entreprises tout en respectant le principe de l'équilibre budgétaire.

L'étude analyse la possibilité d'une réforme fiscale profonde, et donc une vraie réorientation du système fiscal partant d'une réduction de la taxation du travail vers une taxation de l'utilisation des ressources en respectant le principe de l'équilibre budgétaire (toute réduction fiscale est compensée par des nouvelles recettes fiscales).

Ainsi annuellement environ EUR 2 milliards seraient générés et redistribués aux ménages et aux entreprises. Pour encourager la décarbonation de l'économie et pour encourager les acteurs à prendre des habitudes de consommation plus responsables, le modèle prévoit principalement une taxe basée sur le kilométrage de véhicules automoteurs, l'aviation et la consommation via une augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). En contrepartie les ménages profiteraient d'une redistribution de EUR 1,2 milliards sous forme de réduction de la taxation des salaires et des transferts nets pour les ménages se situant dans les 2 premiers quintiles de revenus les plus faibles. Une telle redistribution contribuerait ainsi à augmenter la cohésion sociale et à diminuer les écarts sociaux. Les entreprises pourraient profiter d'encouragements sous forme de crédits d'impôt pour entamer les conversions nécessaires à hauteur de EUR 800 millions.

Les résultats nets de la modélisation démontrent un impact neutre voir positif sur l'économie, la société et l'environnement.

La projection montre ainsi pour 2025 pour le Luxembourg un PIB supérieur de 0,5% à celui de 2021 et une augmentation du niveau d'emploi de 1,4 %. Les émissions de CO2 vont diminuer de 11,6 %.

Sur une période de cinq ans, la modélisation déplace un total de 7,3 milliards d'euros de recettes fiscales au Luxembourg.

Les principaux impacts cumulés sur la période 2021-2025 sont :

- Augmentation de 0,4 milliards d'euros du PIB
- Emploi cumulé de 23 500 emplois (dont 11 200 susceptibles d'être occupés par des frontaliers)
- Investissement de 183 millions d'euros dans les infrastructures
- Réduction de 3,8 millions de tonnes d'émissions de dioxydes de carbone
- Épargne de 0,5 milliards d'euros sur la facture d'importation d'énergie.



Une coordination au sein de l'Union européenne est essentielle. Le Luxembourg pourrait jouer un rôle de moteur en faveur d'une fiscalité en ligne avec les Objectifs de Développement Durable.

Cependant, l'étude relève que des changements de cette envergure pourraient créer des disparités entre les États membres, ce qui aurait un impact sur le marché unique, notamment dans le cas d'une économie ouverte comme celle du Luxembourg. Par conséquent, la coordination au sein de l'UE est essentielle.

Au niveau national néanmoins, le Luxembourg peut commencer à mettre en œuvre progressivement les premières options de cette politique fiscale, en s'attaquant aux mesures les plus faciles à mettre en œuvre (« low hanging fruits »).

Pour conclure le Nohaltegkeetsrot se doit de souligner que le Luxembourg est un des derniers pays en Europe pour ce qui est de la taxation de la pollution et l'utilisation des ressources.

L'étude commissionnée démontre qu'une réorientation de la fiscalité vers une taxation plus forte de l'utilisation des ressources et de la pollution au profit d'une réduction de la charge fiscale des ménages,

- aura un impact neutre voir positif sur l'économie ;
- aura un impact positif sur l'environnement, notamment par la décarbonation ;
- impliquera des transferts aux plus faibles de notre société et des primes aux entreprises pour encourager les transformations nécessaires et les innovations souhaitables,
- pourrait constituer une alternative réaliste pour laisser un meilleur monde aux générations futures.

Le Nohaltegkeetsrot voudrait lancer un débat sociétal et politique pour que le Luxembourg réfléchisse de façon plus innovante sur ses options entre autres fiscales et ses choix de d'investissement et de consommation.

